

Un centre de « déradicalisation » tout en hésitation

Le premier établissement visant à réinsérer des jeunes séduits par le djihadisme ouvre près de Chinon

PONTOURNY (INDRE-ET-LOIRE) -
envoyée spéciale

Naviguer à vue. C'est ce à quoi se résout le gouvernement en matière de lutte contre la « radicalisation ». Pressé par le temps dans un contexte de menace terroriste élevée, confronté au manque de travaux empiriques, il s'apprête à ouvrir dans les jours qui viennent le premier centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté dans le lieu-dit de Pontourny (Indre-et-Loire), situé à quelques kilomètres de Chinon. Il accueillera, dans un premier temps, une dizaine de volontaires et jusqu'à vingt-cinq pensionnaires.

Implanté sur un vaste domaine propriété de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), cet établissement expérimental a vocation à accueillir en internat et sur une période de dix mois des jeunes majeurs « en voie de radicalisation mais qui ont la volonté de s'en sortir », a expliqué le préfet du département, Louis Le Franc, lors d'une présentation du lieu à la presse, mardi 13 septembre.

D'ici à la fin de l'année 2017, l'Etat ambitionne d'ouvrir un centre dans chacune des treize régions de France. Tous n'ont pas vocation à accueillir le même public. Certains pourront cibler des profils plus durs, comme des personnes sorties de prison ou de retour de Syrie.

A Pontourny, c'est la version la plus « light » de la radicalisation qui sera appréhendée : des hommes et des femmes de 18 à 30 ans qui ne sont pas allés dans des zones de combat, qui ne sont pas suivis par la justice pour des faits de terrorisme, ni même pour des faits de violences aux personnes, qui ne présentent pas de troubles psychiatriques, mais qui « se sont

égarés sur des sites Internet djihadistes et sont en rupture avec leur famille, leurs amis, leurs voisins, leur pays », a précisé M. Le Franc, dans un exercice de description forcément impressionniste.

« Le bon profil est difficile à cerner, concède le psychiatre Serge Hefez, qui a participé au comité de pilotage du projet de centre à Pontourny. On sent que tout le monde marche sur des œufs, c'est un peu de la recherche-action. »

L'enjeu est notamment de parvenir à attirer des volontaires. Actuellement, 2375 individus et 950 familles font l'objet d'un suivi en milieu ouvert en France, à travers des dispositifs associatifs et médico-sociaux.

Parmi eux, « des jeunes peuvent relever du centre de Pontourny, considère le psychanalyste Patrick Amoyel, fondateur de l'association Entr'autres, à Nice, qui travaille sur les ressorts de la radicalisation. Ce sont des jeunes qui sont entrés dans une radicalité identitaire et qui sont en rupture avec la France à travers un sentiment d'exclusion, de racisme, d'islamophobie. Ils n'ont pas encore basculé dans une radicalité politico-religieuse. Si on leur montre qu'on fait tout pour les réinsérer, ils peuvent avoir envie de se remettre en piste. C'est un sacré challenge, mais ça vaut le coup d'essayer. »

Entrées et sorties encadrées

C'est donc au centre d'Indre-et-Loire d'ouvrir la voie. « Nous nous inspirons de ce qui marche en matière de lutte contre la délinquance avec une coupure du milieu familial, le modèle de l'internat et un cadre participatif », précise Muriel Domenach, diplomate de carrière et nommée cet été secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance

et de la radicalisation.

Le programme du centre s'articule autour de quatre piliers : le développement d'une « pensée autonome », l'adhésion à des « valeurs citoyennes », un soutien

médico-social et un travail de réinsertion professionnelle.

Le premier axe de « distanciation » par rapport à l'engagement radical consistera notamment à aborder l'usage des médias et des réseaux sociaux. Les pensionnaires auront le droit d'utiliser leur téléphone, mais l'accès à des ordinateurs sera encadré.

La promotion des valeurs citoyennes et républicaines se fera, quant à elle, à travers l'implication dans des associations telles que les Restos du cœur, mais aussi via des actions plus symboliques comme la levée des couleurs du drapeau toutes les semaines. « Il y a une image positive de l'identité nationale à restaurer », appuie Serge Hefez. Enfin, la préparation d'une réinsertion socioprofessionnelle passera par des activités sportives, une remise à niveau scolaire et des stages de formation.

Bien que le centre ne soit pas un lieu de privation de liberté, les entrées et les sorties seront encadrées par un « contrat de séjour » et un « règlement de fonctionnement ». « Il y aura un accompagnement bienveillant », a insisté le préfet Louis Le Franc.

Les pensionnaires désireux d'avoir une pratique religieuse auront accès à un aumônier sur leur temps libre. « Ça a été un grand sujet de discussion, se souvient Serge Hefez. On en est resté à proposer une réflexion sur le fait religieux et l'histoire des religions, mais ce n'est pas tout à fait satisfaisant. On verra si la nécessité de la présence d'un imam se fait sentir. »

Une trentaine de professionnels travailleront dans le centre : éducateurs spécialisés, psychologues, un psychiatre, un infirmier, une assistante sociale, un professeur des écoles... Tous ont suivi une formation comprenant notamment une familiarisation avec les concepts clés de la religion musulmane, le cadre juridique de la laïcité, les politiques publiques de lutte contre le terrorisme et le fonctionnement des filières djihadistes.

« C'est très compliqué de former des gens, vu qu'on est sur quelque chose de très théorique et nouveau », souligne Serge Hefez. « Il ne faut pas excuser l'échec », a prévenu Pierre Pibarot, directeur général du groupement d'intérêt public Réinsertion et citoyenneté, chargé de piloter l'ouverture des douze prochains centres.

Un membre d'une association de lutte contre la radicalisation fait d'ailleurs part de son appréhension : « Regrouper les gens dans un centre me paraît un peu pernicieux, estime-t-il. Cela peut entraîner un mimétisme, alors qu'il faudrait plutôt remettre de l'altérité sociale et culturelle. »

Cette crainte, une centaine de riverains de Pontourny l'ont aussi, qui se sont réunis au sein d'une association et manifestaient, mardi, devant le centre. « Déradicalisation = poudre aux yeux », disait l'une de leurs banderoles. ■

JULIA PASCUAL

« Il y a une image positive de l'identité nationale à restaurer »

SERGE HEFEZ
psychiatre